

LE MARIAGE POUR TOUS A CHANGÉ LEUR VIE



10 ans après l'adoption de la loi pour le Mariage pour tous, plus de 70 000 unions homosexuelles ont eu lieu. Une avancée majeure qui donne, enfin, la reconnaissance aux couples de même sexe. Mais surtout, une joie immense, de pouvoir se dire oui, à la mairie. [Lire en page 2.](#)

UN DIVORCE PRÉMATURÉ ?

Toulouse

UNIES CONTRE DEPARDIEU P.3

Occitanie

GRIPPE AVIAIRE : LA FILIAIRE

AVICOLE GERMOISE EN DANGER ? P.4

France

L'AVENIR INCERTAIN DE BORNE P.5

Monde

GUERRE EN UKRAINE :

UNE UNION À LONGUE PORTÉE P.6

Portrait

LE BONHEUR EST DANS

L'ENTREPRENEURIAT P.8



Après avoir refusé de porter le maillot arc-en-ciel ce weekend, Zakaria Aboukhlal fait de nouveau parler de lui. L'avenir de l'international marocain semble se dessiner bien loin des pelouses toulousaines. Son club ayant pris la décision de le suspendre jusqu'à la fin de la saison, après les récentes révélations. Une histoire d'amour qui semble donc proche de la fin, un an seulement après l'arrivée du jeune ailier sur les bords de la Garonne.

[Lire en page 7.](#)

Mariage pour tous : « C'est agréable d'avoir un nom d'époux »

La loi sur le Mariage pour tous a été promulguée il y a aujourd'hui dix ans par François Hollande et le gouvernement Jean-Marc Ayrault. Cette avancée a permis à beaucoup de couples homosexuels d'avoir enfin une reconnaissance. C'est le cas d'Eric et Romuald, mariés depuis maintenant presque un an.

Devant la mairie de Brive-la-Gaillarde, Romuald et Eric sortent main dans la main, costumes assortis sur le dos. « On est enfin reconnu comme un couple hétérosexuel. » Ce mariage, c'est la consécration d'années de combat pour, enfin avoir la reconnaissance tant espérée. Romuald se souvient, étrangement, très vaguement du jour où la France est devenue le 14e pays du monde à autoriser le mariage pour tous. Ce dont lui et son mari se rappellent principalement, c'est le discours de la Garde des Sceaux de l'époque, Christiane Taubira. « Elle et Roselyne Bachelot avaient fait des discours vraiment émouvants », racontent-ils. Les souvenirs s'effacent peu à peu mais la satisfaction d'être enfin libre de se marier comme un couple hétérosexuel perdure, surtout ici devant la mairie : « C'est une grande liberté acquise et

surtout, enfin, une reconnaissance pour l'homosexualité. »

Un moment tant attendu

Aujourd'hui, les deux hommes sont mariés, un moment que Romuald n'aurait jamais cru possible. « Je ne pensais pas beaucoup au mariage quand j'étais jeune parce que je n'imaginai pas que ça serait possible un jour. Mais bien sûr, je voulais être reconnu comme tous les autres couples », explique Romuald. Aujourd'hui c'est chose faite, pour le plus grand bonheur des jeunes mariés.

En ce qui concerne le Pacs, les mariés n'y pensaient pas, ne le trouvant pas ça assez « puissant » comme reconnaissance pour leur couple. Le mariage a marqué bien plus qu'un tournant pour des personnes qui s'aiment, c'est aussi une reconnaissance personnelle. « Administrativement, ça nous



Eric et Romuald, devant la mairie de Brive-la-Gaillarde © Laëtitia Milon

a permis à chacun beaucoup de choses. Je peux porter le nom de mon mari sur ma carte d'identité. C'est vraiment agréable d'avoir un nom d'époux », sourit Romuald. Qui dit mariage, dit reconnaissance fiscale et sécurité. Romuald et Eric peuvent aujourd'hui fièrement parler de succession et présenter leur statut marital aux yeux du monde, en partie sur leurs papiers d'identité.

Des stéréotypes qui perdurent

Cette avancée ne reste cependant qu'une goutte d'eau dans un océan d'idées reçues. « Il y aura toujours beaucoup trop de clichés et de discriminations autour de l'homosexualité, on le regrette mais on le sait et on fait avec, on est obligé », expliquent Eric et Romuald, qui font encore face à de mauvaises réactions de la part de la société. Les mauvais regards

et les jeux de mots, ils ne les connaissent que trop bien. Le jeune couple ne préfère, cependant, retenir que le positif et donc que les choses changent et avancent : « Il y a plus d'ouverture, moins de regard. Avant, on n'osait pas le dire. Aujourd'hui, on ne se cache plus. C'est un énorme changement pour nous. » En France, il reste néanmoins d'autres avancées majeures à effectuer. Au cœur des débats, la gestation pour autrui (GPA) pour les couples homosexuels qui est encore interdite en France. Les couples se voient donc obligés de se rendre à l'étranger pour adopter un enfant ou avoir recours à la GPA. Une marche qui semble encore trop grande à monter pour un pays où 53 % des français se disaient défavorable à la GPA à destination des couples homosexuels, en 2021.

Maïwenn RICHARD

Noël Mamère : « Un combat de tous les jours »

Le 5 juin 2004, Noël Mamère, alors maire de Bègles, célébrait le premier mariage entre deux personnes du même sexe, neuf ans avant la légalisation du mariage pour tous. Pour les dix ans de la loi, il revient sur cet événement marquant.

Qu'est-ce qui vous a poussé à célébrer ce mariage le 5 juin 2004 ?

Ce n'est pas une initiative personnelle mais politique avec mon parti Les Verts. En janvier 2004, Sébastien Nouchet a été agressé de manière brutale et a été brûlé au second degré. Il est toujours en chaise roulante aujourd'hui. Cette agression avait provoqué beaucoup d'émotion. Et, avec des personnalités du parti, nous avons donc décidé que nous marierions les personnes du même sexe si elles nous le demandaient. Quelques jours après, j'étais à l'Assemblée nationale, et on m'a appelé pour me dire que deux hommes voulaient se marier. Les semaines précédant le mariage, c'était un parcours du combattant contre le gouvernement, les médias et la classe politique.

Avez-vous reçu des menaces ou des intimidations après avoir célébré le mariage en 2004 ?

A peine une heure après ce mariage, dans des conditions sportives avec la présence, notamment, de l'extrême droite, le commissaire de police est venu me porter une lettre du Premier ministre qui me suspendait de mes fonctions de maire pendant

un mois. C'était pour me punir et pour empêcher que tout autre maire de France fasse la même chose que moi. J'ai reçu près de 4 000 lettres d'insultes ou encore des centaines de coups de téléphone à la mairie de Bègles qui demandaient, par exemple, à se marier avec des chiens. Mais, dans ce flot de lettres, un jeune homme de 18 ans m'a écrit : « Merci Monsieur Mamère car grâce à vous j'ai pu dire à mes parents que je suis homosexuel. » C'était au moins ça.

Selon vous, votre acte illégal a-t-il permis de faire avancer les débats sur la légalisation du mariage homosexuel ?

Je pense que ça a contribué à l'acceptation de l'idée qu'on peut être deux hommes ou deux femmes, s'aimer et vouloir construire une famille.

Comment avez-vous vécu l'adoption de la loi Taubira le 23 avril 2013 ?

Je ne pouvais que l'approuver. C'était la concrétisation d'un combat que ma famille politique et moi-même avions commencé bien avant et que je n'ai fait que poursuivre, peut-être de manière un peu plus forte.



Noël Mamère, maire de Bègles (33) © Miguel MEDINA / AFP

Après la promulgation de la loi le 17 mai 2023, quel est le premier mariage homosexuel que vous avez célébré ?

Je n'en ai fait qu'un. C'était au mois de juillet 2013, c'étaient deux hommes, dans la même salle que neuf ans auparavant, sans le brouhaha et les caméras : simplement dans le calme avec les deux hommes et leurs deux témoins. J'étais heureux de leur dire que leur mariage était « banal », sans bagarre ni affrontement, et c'est ce que je voulais.

Selon vous, aujourd'hui, est-ce que la société française a accepté l'adoption de la loi ?

Le mariage de personnes de même sexe est complètement intégré par la société. Il n'y a pas de retour en arrière possible. L'union de couples homosexuels est protégée par la Convention européenne des droits de l'homme que la France a ratifiée. Mais, aujourd'hui, les études montrent que les actes homophobes ont augmenté. Il y aura toujours du racisme, de l'homophobie, de l'antisémitisme ou encore le rejet des immigrés. La démocratie et la tolérance ne sont pas innées, cela doit se construire. C'est le rôle de la démocratie de défendre une société ouverte. C'est un combat de tous les jours.

Charlotte SIRIEYS

Le Mariage pour tous en quelques chiffres

10

Le 17 mai 2013, il y a 10 ans jour pour jour, la loi Taubira était promulguée. L'Assemblée nationale a adopté la loi du « Mariage pour tous » le 23 avril 2013, après 136 heures de débats au Parlement. La France devenait alors le 14ème pays à légaliser le mariage pour les couples de même sexe.

70658

Depuis l'union de Vincent Autin et Bruno Boileau, le 29 mai 2013, 70 658 couples de personnes de même sexe se sont mariés, selon les données de l'Insee arrêtées fin 2022.

3%

Depuis dix ans, 3% de l'ensemble des mariages civils sont des unions de personnes de même sexe. En 2013, 231 225 mariages de personnes de sexe différent ont été célébrés contre 7 367 pour des couples homosexuels.

6882

En moyenne, 6 882 mariages de couples homosexuels sont célébrés chaque année, si on retire les chiffres de l'année 2020, une année exceptionnelle due au Covid-19, avec l'annulation ou le report de nombreux mariages.

24%

En 2021, il y a eu 24% de mariages de plus entre deux femmes que d'unions entre deux hommes. 3550 chez les femmes contre 2 856 chez les hommes. Une tendance apparue en 2019 et qui persiste depuis.

Charlotte SIRIEYS

Unies contre Depardieu

Opposés à la tenue du concert de l'acteur le 25 mai à Toulouse, les collectifs et organisations féministes s'allient. Accusé par 13 femmes d'agression sexuelle, Depardieu doit se produire au Casino Barrière pour sa tournée « Depardieu chante Barbara ».

« J'ai vraiment envie de faire chier Gégé. Faire une tournée nationale et chanter Barbara c'est dégueulasse, » affirme Marylise bien déterminée à perturber le spectacle de l'acteur le 25 mai prochain. Elle est l'une des vingt femmes venues se réunir lundi soir à Toulouse pour organiser la manifestation. L'acteur doit se produire au Casino Barrière de la ville rose dans le cadre de sa tournée événement « Depardieu chante Barbara ». Ce lundi, plusieurs représentantes de collectifs et d'organisations féministes comme Allié.e.s, Nous Toutes, La Frappe, Faire Face, les Shakirâl étaient présentes. Plusieurs femmes se sont également jointes à la réunion par convictions personnelles. Mais leur volonté est commune : « Il faut qu'on reprenne une vraie place et une voix ». Une voix pour s'élever contre « le traitement qui lui est accordé et la banalisation de ses actes » selon Marylise.

Entre idées de chansons, slogans, logistique et organisation de la manifestation, elles désirent réellement montrer « que les organisations féministes sont là » assure la représentante de Nous Toutes. Dans les rires et la bonne ambiance, elles prennent

tour à tour la parole pour discuter des idées de chacune mais aussi de la volonté de rendre publique le rassemblement. Une manifestation s'est également tenu à Lille le 19 avril dernier. Militantes et militants avaient réussi à retarder le spectacle en créant une chaîne humaine à l'entrée du théâtre Sébastopol. « J'espère qu'on arrivera à faire pareil, voire mieux » avoue une membre du collectif Allié.e.s.

Accusé par 13 femmes d'agression sexuelle

Entre 2004 et 2022, sur le tournage de 11 films, Gérard Depardieu aurait été l'auteur de violences sexuelles sur 13 femmes. Le modus operandi se répétant, souvent de la même manière selon l'enquête réalisée par Mediapart révélée en avril dernier. Des propos à teneur sexuelle, mais surtout une banalisation de ces actes par les témoins. Selon l'enquête, l'ambiance sur les tournages était parfois pesante avec une réelle différence faite entre « des femmes souvent jeunes, précaires, débutant leur carrière, et de l'autre, un acteur internationalement



Gérard Depardieu chante Barbara à l'Opéra Garnier de Monaco © Vaelry HACHE / AFP

connu, dont la seule présence permet parfois de financer le film ». L'acteur multi-récompensé fait déjà l'objet d'une plainte pour viol déposée en 2018 par l'actrice Charlotte Arnould. La jeune femme évoque dans une interview donnée au magazine Elle « Un grand soulagement » à la suite des révélations de

Mediapart. Trois des 13 victimes présumées interrogées par le média en ligne auraient « apporté leur témoignage à la justice, mais aucune n'a porté plainte » par crainte que « leur parole pèserait peu face au monument du cinéma français ». Les avocats de Gérard Depardieu affirment que ce dernier « dément formellement » ces

faits. Le concert quant-à-lui ne semble pas être annulé pour le moment. Selon les chiffres publiés par le gouvernement seules 12 % des victimes ont porté plainte suite à un viol ou une tentative de viol en 2022.

Ines ROCHETIN

Aux Trois Cocus, une soif d'apprendre et une faim de transmettre

Les bénéficiaires du dispositif « Des étoiles et des femmes » enfilent les toques de cheffes lors d'un atelier cuisine entre femmes au centre social des Izards-Borderouge.

À peine le pas de la porte passé, les odeurs de nourriture attisent l'appétit. Depuis 8h45 ce mardi 16 mai, une quinzaine de femmes s'active en cuisine au centre social des Izards-Borderouge. Les rôles s'inversent pour les bénéficiaires du dispositif « Des étoiles et des femmes », habillées de toques et tabliers blancs. À leur tour de transmettre aux femmes du quartier ce qu'elles ont appris en alternance au CFA de Blagnac et auprès de chefs gastronomiques. Yamina Aïssa Abdi, présidente d'« Au cœur de ma cantine », est à l'origine de cette rencontre. « Je voulais que ces femmes montrent leur savoir-faire », explique-t-elle. Une entraide bénéfique en vue de l'ouverture en 2024 d'un restaurant aux Trois-Cocus. Pour Yolande, c'est l'occasion d'apprendre la recette du caviar d'aubergines aux côtés de Catherine, alternante à La soupe au caillou. « J'en ai beaucoup mangé sans jamais en avoir cuisiné », confie-t-elle. Mais aussi du coleslaw : « ça a un nom impressionnant, je ne connaissais pas ».



Au centre social des Izards-Borderouge, on s'active en cuisine © Jeanne STEMART

Un résultat savoureux

Alice Pavillet, coordinatrice du dispositif « Des étoiles et des femmes » à Toulouse, regarde ses recrues avec fierté : « elles sont en pleine autonomie dans leur cuisine, il faut voir comme elles sont exigeantes envers elles-mêmes ». Elle ne retient de cette matinée que « la bonne humeur et le partage ». Céline Penetro, directrice du centre social met elle aussi la main à la pâte. « Elles m'ont expliqué comment mettre la

chantilly dans la douille pour les tartes. » Pour elle, l'objectif est atteint : « Ça a bien pris, les groupes se sont mélangés sans aucune difficulté. Le résultat va être savoureux et succulent. » Dernier coup de pression. Les fours font monter la température. Les tartes tatin sont dressées sur les assiettes. Dans 25 minutes, les convives arrivent. Les partenaires des associations sont attendus pour la dégustation à 12h30.

Nina SOBETSKY
Jeanne STEMART

L'Orchestre du Capitole présente sa nouvelle saison

Le nouvel agenda de l'Opéra vient d'être dévoilé ce lundi, à l'occasion d'une conférence de presse. Retour sur ce qui est prévu.

Récital, opéra ou ballet, la programmation de l'Opéra connaîtra un vent de fraîcheur après la saison estivale. Dès septembre, le public toulousain pourra profiter d'une sélection de nouveaux rendez-vous musicaux, sélectionnés par Jean-Baptiste Fra. Un an après son arrivée à Toulouse, le délégué général signe sa première saison, alors que l'institution connaît quelques changements dans l'équipe de direction. Une sélection présentée comme une transition entre l'ancien directeur musical et le nouveau, Tarmo Peltokoski. Ce dernier succédera à Tugan Sokhiev à partir de 2025-2026, après quatorze années sous l'égide du chef d'orchestre russe.

Parfums d'Orient

« Pour 2023-2024, les portes de l'Opéra national du Capitole s'ouvrent sur des mondes enchanteurs multiples et variés », explique Christophe Ghristi, directeur artistique

de l'Opéra. Des îles de Crète aux landes écossaises, les spectateurs voyageront sur plusieurs continents. L'occasion de rejouer de grands classiques, comme Ludwig van Beethoven, mais aussi de découvrir des créations plus contemporaines. Le premier rendez-vous est fixé au Théâtre du Capitole mardi 26 septembre, pour une représentation de l'opéra « Les pêcheurs de perles ». Mis en scène par Thomas Lebrun, il emporte son public dans un univers aux parfums d'Orient, à la découverte d'un triangle amoureux. « La beauté sera au rendez-vous, au milieu du desordre des passions humaines, transcendée par la danse et la musique » poursuit le directeur artistique. L'Orchestre national du Capitole propose également des séances et événements originaux, à l'image du « Bus Papageno » et son opéra itinérant.

Emma LE FORTIER

EN BREF

Un code de la rue pour sécuriser les piétons

La collectivité Toulouse Métropole lance du 16 mai au 30 juin une grande concertation en vue d'instaurer un code de la rue pour un meilleur partage de l'espace public. Parmi les mesures phares, une généralisation de la limitation de vitesse à 30 km/heure en ville. À l'issue de la consultation, le code de la rue toulousain compte être livré fin 2023. La police municipale sera quant à elle chargée de faire respecter le règlement et de « verbaliser ».

La crèche « Le Cercle des Gentils Gladiateurs » à Purpan-Toulouse ferme ses portes

L'établissement associatif va mettre la clé sous la porte fin juillet, pour non-renouvellement du bail des locaux. Le propriétaire qui a refusé l'achat du lieu laisse une trentaine d'enfants sans crèche au mois d'août. Un problème pour les parents qui n'ont pas encore trouvé de moyens de substitution pour cet été et la rentrée prochaine.

Jean-Luc Moudenc veut prolonger Téléo

Le maire a annoncé hier que le plus long périphérique de France pourrait être allongé à trois lignes de métro : la ligne A au terminus de Basso-Cambo, à la ligne B au niveau de Paul-Sabatier, et à la ligne C au niveau de Montaudran. « Je souhaite que l'on puisse inscrire la réalisation de ces deux prolongements dans le prochain plan de déplacements urbains (PDU) qui définira les projets à réaliser en matière de transports en commun à horizon 2040 » explique-t-il.

Les maîtres nageurs et agents de piscines en grève depuis plus d'un an

Depuis le 8 avril 2022, 150 employés ont commencé un mouvement de grève pour réclamer des conditions salariales similaires à leurs collègues d'AllôToulouse. Une décision qui inquiète les usagers pour cet été puisque les portes des douze piscines municipales restent fermées. Pour éviter que la grève s'éternise, la mairie propose de rencontrer les délégués syndicaux mi-juin pour « relancer le dialogue ».

Incendie d'un commerce avenue de Muret

Ce matin, dix-huit pompiers et cinq engins ont été mobilisés avenue de Muret pour éteindre un incendie. La réserve d'une épicerie de quartier aurait eu un problème électrique provoquant un départ de feu. Les lignes de tramway T1 et T2 ont été interrompues jusqu'en milieu de matinée. Aucun blessé n'est à signaler.

EN BREF

Pyrénées-Orientales : un mort et deux blessés dans une collision

L'accident s'est déroulé dans la nuit du 15 au 16 mai sur la commune de Toreilles, à l'est de Perpignan. Deux voitures se sont percutées frontalement sur une étroite passerelle. Un homme de 54 ans est décédé, son fils de 25 ans est grièvement blessé. La conductrice de l'autre voiture, âgée d'une cinquantaine d'années, a elle aussi été blessée et transportée vers le Centre Hospitalier de Perpignan.

Haute-Garonne : 1 an de prison avec sursis pour un voleur de lingot d'or

Ce mardi 16 mai, un homme ayant reconnu avoir volé un lingot d'une valeur de 55 000 euros a été jugé par le Tribunal correctionnel de Toulouse. Ce vigile d'une entreprise spécialisée dans la récupération de métaux avait volé ce lingot dans le coffre de l'entreprise, avant de le jeter dans un lac. Ce dernier n'a toujours pas été retrouvé.

Gard : Bagnols-sur-Cèze va interdire les trottinettes électriques

Trottinettes, gyropodes, gyroroues ou encore hoverboards resteront au garage à Bagnols-sur-Cèze. Près de 2500 habitants ont répondu à une consultation lancée par la mairie portant sur la tranquillité et la sécurité dans la commune. Suite à cette consultation, un arrêté devrait être pris d'ici juillet pour bannir ces véhicules des zones piétonnes.

Gers : un mariage à titre posthume autorisé

Un couple vient d'obtenir l'autorisation du président de la République pour se marier, trois ans après le décès du mari. Originaire de Viella, le retraité était décédé d'un cancer juste avant son mariage. Le mariage à titre posthume est extrêmement rare et nécessite une autorisation spécifique du chef de l'État.

Lot : un cambrioleur prend son bain chez le propriétaire

Ce lundi 15 mai, un cambrioleur a été condamné à 10 mois d'emprisonnement à Cahors. Il avait été interpellé après une tentative de cambriolage, dans la nuit du 13 au 14 mai dernier. Alors qu'il prenait un bain, il a pris la fuite quand le propriétaire est rentré chez lui. Le récidiviste de 30 ans a été arrêté trempé, peu de temps après lors d'une patrouille de police.

Grippe aviaire : la filière avicole gersoise en danger ?

Depuis maintenant quelques jours, une épidémie de grippe aviaire fait rage dans le Gers. Vingt-deux foyers infectieux ont pour l'instant été découverts. Une première crise printanière qui prend à la gorge les aviculteurs.

Le Gers n'en est pas à sa première épidémie ces dernières années. La région est classée par le ministère de l'Agriculture comme étant à la fois une ZRP (Zone à risque particulier) et une ZRD (Zone à risque de diffusion). Aujourd'hui, des mesures ont été mises en place pour pallier l'apparition de nouveaux foyers et surtout la propagation du virus dans les régions françaises. L'abattage est inéluctable pour les aviculteurs, comme l'explique Sylvie Colas du groupe « Grippe aviaire » de la Confédération paysanne : « *Il faut bien faire quelque chose des canards contaminés, on ne peut pas les garder indéfiniment* ».

Même si la perte de tout un élevage est redoutée par les éleveurs, le blocage de la production est aujourd'hui la problématique majeure de l'épidémie. « *À chaque nouveau foyer dépisté, ça repousse la reprise de la production de trois mois et la situation commence à être très compliquée pour les aviculteurs* » raconte Sylvie Colas. La propagation dans la région n'en est qu'à

son début avec 22 foyers déjà dépistés et « *deux ou trois foyers supplémentaires qui apparaissent chaque jour* » ajoute-t-elle. Entre 400 000 et 600 000 canards ont déjà été abattus.

Touchés au printemps, coulés cet hiver ?

La filière avicole gersoise se pose des questions quant à son avenir. L'inquiétude ne cesse de grimper parmi les éleveurs. Pour la première fois, ils sont touchés au printemps. D'après Pierre-Laurent Larrieu, transformateur de foie gras à Dému, « *il n'y a pour l'instant aucun point positif, ni maintenant, ni dans l'avenir* » pour lui et pour la filière avicole en général. Ses ateliers connaissent un « manque énorme de production ». Et c'est toute la chaîne qui pourrait bientôt être impactée. Comme l'explique Christophe Roux, exploitant avicole de la ferme d'Empluhaut : « *Il y a un manque de canards à gaver. Les canetons viennent d'autres régions comme la Vendée, et les faire venir jusqu'à l'exploitation,*



Vingt-deux foyers ont été recensés dans le Gers. © Liu JIN / AFP

c'est prendre le risque de créer un foyer infectieux. »

Financièrement, les retombées sont dramatiques. Pierre-Laurent Larrieu perd actuellement près de « *30 % de son chiffre d'affaires* » notamment à cause de la flambée du prix des bêtes. Le transformateur craint de devoir lui-même augmenter ses prix de peur d'atteindre une perte de 50 % de son chiffre d'affaires d'ici à

la fin de l'année. Les agriculteurs ne peuvent « *pas vraiment compter sur l'État* » fulmine Christophe Roux. En effet, les délais de remboursement sont de presque un an. « *Durant ces dernières semaines, l'État a traité les demandes de l'année dernière* » conclut-il. Il s'agit peut-être de l'année de trop, selon Sylvie Colas. « *Beaucoup d'aviculteurs ont arrêté, car ils ne peuvent tout simplement plus*

continuer. Demandez-vous ce que vous allez manger demain [...] c'est une catastrophe. » conclut la responsable « Grippe aviaire » de la Confédération paysanne. Elle reste pessimiste concernant un regain de la filière à Noël, date clé du chiffre d'affaires des aviculteurs.

Hugo CRABOS
Arthur PANTZ

Un musée de l'or blanc pour Luzenac

Cet été, deux centres d'interprétation ouvriront sur les communes d'Orlu et de Luzenac, dans le cadre du projet de développement du territoire « Vallées ingénieuses ». Pour faire découvrir le savoir-faire industriel de Luzenac, l'espace Talcaneo sera dédié à l'exploitation et aux bienfaits du talc, « l'or blanc de l'Ariège ».



Un musée pour comprendre l'exploitation du talc. © Stefan STRAUB

Luzenac. Ses 500 habitants, son équipe de football et... Trimouns, le plus grand gisement de talc à ciel ouvert au monde. Aujourd'hui, la production annuelle de 500 000 tonnes permet de répondre à près de 40% des besoins européens. C'est pourquoi la Communauté de communes de la Haute-Ariège (CCHA) a décidé d'ouvrir le centre d'exploitation Talcaneo. Les portes du complexe devraient ouvrir en juillet. Avec pour vocation de développer un tourisme technique, en mettant à la portée des visiteurs les secrets de ce minéral, depuis son extraction

jusqu'à son exploitation. Romain Massol, employé à la CCHA, détaille les aménagements mis en place « *sur 800 m² répartis en deux étages* ». Les installations permettront une meilleure compréhension des innovations possibles. « *Un espace ludique fera découvrir aux enfants les commandes des machines d'extraction* », précise-t-il.

Un site exceptionnel

Les analyses des peintures rupestres démontrent que le talc est utilisé depuis la Préhistoire. Depuis deux cents ans, L'Homme exploite le gisement

et ses réserves pour toutes sortes d'applications. À l'origine, la matière était ramassée de façon artisanale et la poudre obtenue après broyage était ensuite vendue aux droguistes et apothicaires implantés essentiellement en région toulousaine. Aujourd'hui, le minerai est revendu dans le monde entier. « *Le public pourra apprendre comment on extrait le talc aujourd'hui et le but est également de comprendre pourquoi on le retrouve dans de nombreux produits* » ajoute Romain Massol. Le village se trouve sur un site classé Natura 2000 à 1800 m d'altitude. Allier randonnée nature, découverte culturelle et compréhension technique : c'est le pari lancé par la CCHA pour dynamiser le territoire et amener à une meilleure compréhension de son unicité. La visite de Talcaneo pourra être couplée avec celle de la carrière de Trimouns, qui est accessible au public de mai à octobre. Le site accueille une fréquentation annuelle de 7 000 visiteurs et devrait donc se développer avec l'ouverture de ce nouveau centre.

Edwige GROLLEAU

Contre les feux, des pompiers envoyés en renfort

Cinq jours après les incendies dans les Pyrénées-Orientales, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé des renforts. Un apport matériel et humain bienvenu pour les pompiers sur place qui doivent faire face à des feux de plus en plus précoces. La région est déjà placée en alerte maximale « incendies » par les services de secours locaux.

80 pompiers supplémentaires et un hélicoptère bombardier d'eau sont arrivés ce mardi matin dans les Pyrénées-Orientales, placées en « *risque de feu très sévère* ». La faute à des rafales de vent atteignant 100 km/h et une sécheresse persistante. Un niveau d'alerte qui n'est habituellement déclenché que pour la période de l'été et qui promet une saison estivale surchargée pour les pompiers.

Un risque incendie très précoce

« *C'est la première fois que je constate un niveau d'alerte aussi élevé au printemps dans les Pyrénées-Orientales* » confirme le lieutenant-colonel Guillaume Brunet, pompier dans le département depuis 20 ans.

La stratégie est claire pour le colonel Stéphane Clerc, directeur départemental adjoint du Service départemental d'in-

tervention et de secours (SDIS) des Pyrénées-Orientales : « *Il faut attaquer massivement les feux naissants.* » Dans la caserne d'Argelès-sur-Mer, on accueille ces renforts à bras ouverts. Il y a dix jours, elle a mobilisé près de cent soldats de feu pour maîtriser les flammes qui ont parcouru une trentaine d'hectares.

« Il faut attaquer massivement les feux naissants. »

Avec le réchauffement climatique, les risques incendies s'emparent de plus en plus tôt du sud de la France. Ce mardi 16 mai, le risque incendie s'est également accru dans le Gard. Ce phénomène est aussi accéléré par la sécheresse. 16 pompiers ont renforcé les rangs gardois et un avion a survolé les zones boisées du département hier.

Louis GAGNEPAIN

L'avenir incertain d'Elisabeth Borne

Ce mardi 16 mai, la Première ministre Elisabeth Borne souffle sa première bougie à Matignon. Une année tumultueuse marquée par des lois adoptées aux forceps et des débats houleux au Parlement. De quoi instiller le doute sur sa capacité à pouvoir mener à bien les réformes voulues par l'Élysée.

Emmanuel Macron a annoncé la couleur : son deuxième mandat sera marqué par des réformes en profondeur et Elisabeth Borne sera son glaive et son bouclier. Cette dernière a les épaules solides et a même battu le record de sa prédécesseure Edith Cresson à Matignon. « *Le point positif de la Première ministre est sa ténacité. Elle a tenté de surmonter le tumulte de la réforme des retraites* » explique Olivier Rouquan, politologue et chercheur à l'institution CERSA. Accueillie par des concerts de casseroles à la suite de ces réformes impopulaires, Elisabeth Borne rassemble tous les points de tension et ils sont nombreux à réclamer sa démission. Mais selon le politologue, le problème vient de sa gouvernance : « *Il est difficile de changer de Première ministre et de trouver un candidat tant que la période des réformes des retraites ne sera pas passée. L'utilité d'un changement de Premier ministre est fondée sur sa capacité à avoir une majorité à l'Assemblée nationale et pour l'instant, aucun individu ne semble pouvoir le faire* ». Cette ténacité lui a justement permis de faire passer de gré ou de force des projets de loi parfois controversés.



Elisabeth Borne à l'Élysée après sa réunion hebdomadaire avec son cabinet ©Emmanuel Dunand / AFP

Une Première ministre à toute épreuve

Les premiers mois ont été marqués par des lois qui répondaient aux préoccupations des Français avec des mesures de budget redistributif et le pouvoir d'achat, un moyen de lutter contre l'inflation. Très vite, les textes budgétaires se sont heurtés à une forte opposition au sein de l'hémicycle, obligeant la Pre-

mière ministre à usé de l'article 49.3. Les premières motions de censure ont aussi suivi. « *Ce qu'on retiendra, c'est surtout ses difficultés à piloter une majorité relative à l'Assemblée nationale, une incapacité à pouvoir ouvrir cette majorité à d'autres bords politiques. On remarque aussi la dilution de son artère originaire (PS) pour se tourner vers une majorité plus à droite.* » La suite s'annonce incertaine pour Eli-

sabeth Borne où les frictions avec Emmanuel Macron se ressentent de plus en plus au fil des réformes. En effet, « *il y a un hiatus depuis le départ : Emmanuel Macron a choisi une femme de gauche pour son second mandat alors qu'il assume la droitisation de sa politique* » déclare Olivier Rouquan. Dans un contexte social tendu où la locataire de Matignon a perdu une partie de la confiance des

députés et du peuple, « *il sera déterminant pour elle de trouver des majorités textes après textes.* » Une tâche qui s'annonce difficile : Emmanuel Macron veut lui imposer le projet de loi immigration. Pour l'heure, elle doit rétablir le dialogue et clôturer la séquence retraite pour espérer avancer sur de nouvelles bases.

Sarah BOANA

Entre l'Élysée et Matignon, friture sur la ligne

Alors que le chef de l'État demeure vague sur le sort d'Elisabeth Borne, les relations entre le président et sa Première ministre restent froides.

Entre un président qui veut rester maître du navire et une Première ministre exécutante, la relation du couple au sommet de l'État a souffert d'une communication conflictuelle ces derniers mois. Dans son interview au journal de 20 heures lundi, Emmanuel Macron s'est pourtant montré conciliant envers celle qu'il estime « *agir avec force, détermination et courage* », sans définir son futur. Pour autant selon Jean Petaux, politologue, les rapports entre les deux personnalités sont plus complexes : « *Les relations sont fraîches, pour ne pas dire froides.* » En cause, autant des différences de fond que de forme, mais surtout l'hyper-présidentialisation du pouvoir. « *De plus, avec une majorité relative, il y a une difficulté pour une Première ministre à exister. On voit mal comment il pourrait en aller autrement* » poursuit le spécialiste. Malgré tout, la situation n'est pas inédite, et Emmanuel Macron pourrait en être responsable. Avec Edouard Phi-

lippe, les relations étaient déjà compliquées, mais dans un contexte différent : « *C'est certain qu'Emmanuel Macron est beaucoup plus dans un style d'hyper-présidence comme Nicolas Sarkozy* », qui ne laisse donc que peu de place à l'action d'un Premier ministre.

La réforme des retraites comme rupture

Sur la forme, dès le début, la personnalité d'Elisabeth Borne n'était pas celle favorisée par le président : « *Dans le livre « les 100 jours », on voit que Borne n'est pas le premier choix du président, il n'y a pas forcément dès l'origine une adéquation forte entre ces deux partenaires* » affirme Jean Petaux. Les différences de personnalité sont aussi une explication : « *Ils sont différents, n'ont pas les mêmes personnalités, ni le même parcours politique.* » Sur le fond, ces derniers mois ont également été le summum des tensions au sein de la dyarchie de l'État. Un moment en parti-

culier : la réforme des retraites. Jean Petaux confirme que « *l'élément détonateur d'une éventuelle détérioration a été le dossier retraite.* » Ainsi, les difficultés de compréhension ont existé sur toute la séquence. Récemment, c'est la sortie sur l'utilisation du 49.3, où la Première ministre a affirmé ne plus vouloir l'utiliser en dehors des textes financiers qui a froissé la présidence.

« Les relations sont fraîches pour ne pas dire froides »

« *C'était une erreur de dire qu'il ne serait pas réutilisé en dehors des textes financiers, je crois que l'Élysée a marqué sa surprise d'une telle déclaration.* » Dernièrement, la Première ministre a aussi dû reculer face au président, sur des sujets comme la baisse des impôts sur les classes moyennes, ou la manière de gérer la majorité parlementaire.

Jérémy HEINS

En froid avec les syndicats

Après un an à la tête du gouvernement, la Première ministre Elisabeth Borne entretient des relations conflictuelles avec les syndicats. Pour autant, sa démission ne semble pas être la solution.

Au cœur des débats depuis son arrivée à la tête du gouvernement, la Première ministre, Elisabeth Borne, a vu sa relation avec les syndicats se dégrader progressivement. En point de bascule, une gestion de la réforme des retraites jugée méprisante, autoritaire et injuste avec une nouvelle utilisation de l'article 49.3.

Un dialogue de sourd

Elisabeth Borne affirmait pourtant au JDD dimanche dernier vouloir « *donner plus de place à la négociation et au dialogue social* ». Une déclaration qui n'a pourtant pas convaincu Pauline Salingue, syndicaliste CGT31 : « *Quand on voit qu'elle n'a pas bougé d'un millimètre sur la réforme des retraites. On ne croit pas à la négociation, le message envoyé est clairement opposé.* » La discussion entre la cheffe du gouvernement et les partenaires sociaux est donc coupée depuis plusieurs mois. En

avril dernier, au sortir d'une heure de discussion avec l'intersyndicale à Matignon, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, qualifiait même d'« *échec* » les échanges avec Elisabeth Borne.

« C'est ce qu'elle incarne, le problème »

Pourtant, sa démission ne semble pas à l'ordre du jour et ne changerait grand chose à la politique mis en place selon certains représentants syndicaux. « *Elle fait la politique qu'on lui demande de faire, sa démission n'est pas la solution* » explique Marie-Line Brugidou, présidente de l'UD CFE-CGC de Haute-Garonne. « *Même si Elisabeth Borne partait, elle serait remplacée par quelqu'un qui mènerait la même politique* » confirme Pauline Salingue, « *C'est ce qu'elle incarne, le problème.* »

Grégoire VUILLAUME

EN BREF

Journée mondiale contre l'hypertension artérielle

À l'occasion de la journée mondiale contre l'hypertension, Santé Publique France a publié un rapport alarmant. En France, 17 millions de personnes souffrent d'hypertension artérielle, soit un Français sur trois. Les conclusions pointent également le manque de prise en charge de cette pathologie : une personne hypertendue sur deux ne sait pas qu'elle souffre d'hypertension.

Sécurité routière : le bilan inquiétant de Vinci Autoroutes

Le 13e Baromètre de la conduite responsable, proposé par la fondation Vinci Autoroutes, a été publié ce matin. Il fait un bilan inquiétant de la sécurité routière en France. Ce sont majoritairement les jeunes conducteurs de moins de 35 ans qui adoptent des comportements à risque sur la route. 74 % des conducteurs français admettent utiliser leur téléphone en conduisant.

Assassinat de Samuel Paty : 14 personnes renvoyées en procès

Les juges d'instruction anti-terroristes ont ordonné mardi le renvoi en procès de 14 personnes après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie décapité par un islamiste radicalisé le 16 octobre 2020 dans les Yvelines. Huit adultes seront jugés aux assises pour association de malfaiteurs terroristes et six adolescents comparaitront devant le tribunal pour enfants.

Vote à l'Assemblée de la loi sur le nucléaire

Pour faciliter la construction de nouveaux réacteurs, le Parlement a adopté le projet de loi de relance du nucléaire par un ultime vote de l'Assemblée nationale. Largement validé au Sénat il y a une semaine, ce projet de loi simplifie les démarches afin de concrétiser l'ambition d'Emmanuel Macron de bâtir six nouveaux réacteurs EPR à l'horizon 2035, et de lancer des études pour huit autres.

Lecture : les Français en dessous de la moyenne européenne

Le système éducatif français est en retard par rapport à ses voisins européens. C'est le bilan de l'étude internationale Pirls. En fin de 3e, un tiers des élèves se trouvent découragés par la lecture quand on leur demande de lire un texte. L'étude affirme également que la formation française est trop focalisée sur les apprentissages du CP, délaissant ainsi les niveaux supérieurs.

EN BREF

Monde : près de 900 personnes exécutées en 2022

Au moins 883 peines de mort ont été prononcées et exécutées en 2022 dans 20 pays différents, d'après un rapport d'Amnesty International. Depuis 2017, jamais autant d'exécutions n'avaient eu lieu sur un an. Les états qui ont le plus eu recours à ce procédé sont la Chine, l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Égypte.

Taïwan : le parlement autorise l'adoption pour les couples de même sexe

Le Parlement taïwanais a adopté ce mardi un amendement qui autorise l'adoption d'enfants par des couples de même sexe. Cette décision, prise à la veille du quatrième anniversaire de la loi sur le mariage pour tous, est un « nouveau grand pas en avant » selon la communauté LGBTQ+ du pays, qui est l'un des plus avant-gardistes du continent sur les droits des personnes de même sexe.

Syrie : le régime de Bachar al-Assad retrouve la Ligue arabe après 11 ans d'absence

Isolée diplomatiquement depuis plus de dix ans à cause de la guerre civile qui fracture son pays, la Syrie va participer ce vendredi au sommet qui a lieu en Arabie Saoudite, dans un contexte de rapprochement entre Riyad et Damas. L'organisation panarabe avait supprimé son siège alors que des répressions violentes de manifestations agitaient le pays à l'automne 2011. Plus de 500 000 civils auraient perdu la vie depuis le début du conflit.

Liban : mandat d'arrêt international contre Riad Salamé, gouverneur de la Banque du Liban

Une juge d'instruction française chargée de l'enquête sur le patrimoine européen du gouverneur Riad Salamé a délivré un mandat d'arrêt international à son encontre. Ce mandat fait suite à un refus de la part du gouverneur de se présenter à un interrogatoire à Paris après des soupçons de fraude et de blanchissement.

Ukraine : le chef de la Cour suprême incarcéré pour corruption

Vsevolod Kniazev, le chef de la Cour suprême ukrainienne a été arrêté puis placé en détention ce mardi 16 mai. Il est accusé de corruption à hauteur de 2,7 millions de dollars et d'appartenir à « un groupe criminel » selon Oleksandre Omeltchenko, responsable du Parquet anticorruption ukrainien.

Guerre en Ukraine : une Union à longue portée

Interrogé sur TF1 lundi soir, Emmanuel Macron a réitéré son soutien à l'Ukraine, notamment sur le plan militaire. Des propos qui font échos à une stratégie européenne plus globale sur les livraisons d'armes et de véhicules.

Après Rome, Berlin, Paris et Londres, la tournée européenne de Volodymyr Zelensky a été riche de déclarations. Fort de conserver un lien diplomatique avec les puissances européennes, le président ukrainien a aussi obtenu la promesse « de nouvelles armes puissantes pour le front ». La France a annoncé la livraison de dizaines d'exemplaires de véhicules blindés et des chars légers AMX-10. Une déclaration rejointe, le lendemain, par celle de Rishi Sunak, le Premier ministre britannique qui a promis des centaines de missiles antiaériens et de drones d'attaque de longue portée. Des annonces qui sont aussi le signe d'un « travail de collaboration efficace », selon le général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de *La Revue Défense Nationale*. D'après lui, la coopération des aides pour l'Ukraine a pour ambition « d'être la plus efficace possible pour éviter la dispersion des efforts ». Des réunions s'organisent régulièrement pour

coordonner et organiser l'aide ainsi que de gagner en efficacité et harmoniser les équipements.

Un effort militaire croissant

Les annonces d'Emmanuel Macron ont également fait écho à une intensification de l'aide militaire. Il a déclaré sur TF1 avoir « ouvert la porte pour former des pilotes » ukrainiens « dès maintenant » et « avec plusieurs autres pays européens qui y sont prêts ». La Grande-Bretagne débute cette phase de formation dès cet été. Concrètement, former ces pilotes c'est aussi « préparer l'avenir et permettre à l'Ukraine de se défendre sur le long terme », selon Jérôme Pellistrandi. Cette sophistication et intensification des efforts envoie aussi un message fort : celui d'une Europe unie derrière l'Ukraine. « La Russie reste intransigeante et poursuit les bombardements sur les populations civiles », évoque-t-il aussi,



Volodymyr Zelensky rencontre Emmanuel Macron à l'Élysée. © Ludovic MARIN / AFP

prouvant ainsi la progressivité des efforts militaires du côté ukrainien. Seul bémol, la livraison des avions de chasse, un « débat théorique », selon Emmanuel Macron. Pour Jérôme Pellistrandi, il s'agit avant tout « d'une chaîne logistique trop complexe », qui ne

pourrait être envisagée que sur le long terme. Pour le moment, seules la Pologne et la Slovaquie ont fourni des avions de chasse Mig-29, de conception soviétique fin mars et début avril. Autre symbole fort d'unité contre Moscou : la réunion des 46 États membres du

Conseil de l'Europe lors d'un sommet en Islande hier après-midi. Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, a réaffirmé continuer à « soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra ».

Elsa THÉOBALD

Soudan : les civils pris au piège

Depuis le 15 avril dernier, le Soudan s'enfoncé dans la guerre. Il y a un mois, un conflit a éclaté entre deux généraux qui se disputent le pouvoir, faisant 750 morts et des milliers de blessés. Près d'un million de personnes ont été déplacées pour fuir les combats.



Des réfugiés soudanais s'arrêtent à Metema. © Amanuel SILESHI / AFP

Ni eau, ni électricité. Le quotidien des cinq millions d'habitants de Khartoum a radicalement changé avec le début de la guerre. Depuis mi-avril l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane affronte les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), commandées par le général Mohamed Hamdane Daglo. Au Darfour, dans l'ouest du pays, les habitants restent chez eux par peur des balles perdues. La guerre a considérablement aggravé la crise alimentaire qui était déjà présente. Un habitant sur trois dépendait déjà de l'aide alimentaire internationale avant la guerre. Depuis le début du conflit, celle-ci est fortement perturbée : les aides internationales sont pillées et 18 humanitaires ont été tués. Le prix des produits

de première nécessité a augmenté de plus de 150% selon le comité international de la Croix-Rouge. L'Organisation des Nations Unies a annoncé lundi 15 mai « réaliser ses toutes premières distributions de nourriture » dans l'État d'Al-Jazirah, au sud-est de Khartoum, où un demi-million de personnes se sont réfugiées. Selon Médecin Sans Frontières, 70% des hôpitaux sont fermés dans la capitale, et ceux qui sont restés ouverts sont difficiles d'accès. Certains hôpitaux font face à une pénurie de médicaments, incapable de soigner leurs patients pris au piège dans la capitale. Plusieurs habitants ont notamment été déplacés dans des hôpitaux plus éloignés des combats.

Margaux MALÉ

Pakistan : des manifestations sur fond de crise politique

La libération d'Imran Khan, vendredi 12 mai, plonge le pays dans l'incertitude. Les protestations violentes s'enchaînent tandis que l'ex-premier ministre comparait à nouveau devant le tribunal.



L'ancien Premier ministre Imran Khan escorté à la cour suprême d'Islamabad. © Aamir QURESHI / AFP

Ils sont des centaines à protester dans les rues d'Islamabad devant la Cour suprême du Pakistan, après la libération d'Imran Khan. L'ex-Premier ministre avait été arrêté le 9 mai dans une affaire de corruption avant d'être remis en liberté sous caution, la Cour Suprême jugeant sa capture « illégale ». Son arrestation continue de déclencher la colère des fidèles de son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI). De violents affrontements opposent les forces de l'ordre aux partisans, qui endommagent les édifices publics et s'attaquent aux symboles militaires. « Les manifestations sont dues à une crise politique régulière depuis l'existence du Pakistan. En général, on a une grande vénération de l'armée mais les gens la respectent moins. L'arrivée des réseaux sociaux a aussi conduit la démocratie dans la rue. C'est un vrai

changement dans le pays », confie Ariane Quentier porte-parole de l'ONU et spécialiste du Pakistan. Au moins neuf personnes ont été tuées, près de 7000 autres arrêtées. Les manifestants reprochent à la justice d'avoir contribué à la libération d'Imran Khan. De son côté, l'ancienne star du cricket appelle à de nouvelles protestations et continue de faire pression pour l'organisation d'élections avant octobre, dans l'espoir de revenir au pouvoir. « Tout le monde est en train d'ajuster ses pions mais il n'y pas de volonté d'escalade », assure Ariane Quentier.

Retour au tribunal

Embourbé dans plusieurs affaires judiciaires, Imran Khan s'est à nouveau présenté devant un tribunal à Lahore. Il fait face à de nouvelles

accusations selon lesquelles il aurait planifié les violences en cours suite à son arrestation. L'ancien Premier ministre n'hésite pas à critiquer violemment l'armée pakistanaise. Il estime être l'objet d'un harcèlement judiciaire encouragé par le gouvernement pour empêcher son retour au pouvoir. Il avait été destitué en avril 2022 par une motion de censure, après avoir perdu le soutien des militaires, qui l'avaient aidé pour son accession au poste de Premier ministre. L'armée nie de son côté les accusations d'Imran Khan et met en garde contre les tentatives haineuses qui visent à créer des « perceptions erronées » à l'encontre de l'institution. « L'armée est le symbole de son ascension et de sa chute » conclut Ariane Quentier.

Alexis LAMBALIEU

L'incroyable garde à vue d'un supporter

La découverte d'un dispositif de déclenchement de fumigènes à distance a retardé d'1 h 30 le match TFC-Nantes, ce dimanche 14 mai. Et un supporter du Téfécé a été placé en garde à vue pour une histoire... de télécommandes de garage.

« Les policiers ont confondu ma télécommande avec le potentiel « bip » qui devait déclencher les fumigènes dans le parcage nantais », révèle Etienne* jeune étudiant de 22 ans. Il était seulement venu voir le match avec sa copine. La rencontre de ce dimanche a été retardée d'une heure et demie après la découverte d'un dispositif de déclenchement de fumigènes à distance aux abords de la tribune Christophe Revault réservée à la centaine de Nantais ayant fait le déplacement. Des chiens de déminage et leurs maitres ont alors procédé à une opération d'une dizaine de minutes pour régler la situation. C'est une série de coïncidences qui a conduit l'équipe en charge de la sécurité du stade à envoyer le principal intéressé aux autorités de police. Vers 14 heures, le jeune homme est fouillé à l'entrée du Stadium, comme c'est le cas avant chaque rencontre. Mais le supporter toulousain n'ira pas plus loin. En cause : la télécommande de son garage est suspectée par le vigile d'être celle

qui doit déclencher les fumigènes devant le parcage nantais. Le stadier décide alors de confier cette affaire aux autorités.

« Légère » perquisition à son domicile

« Après 30 minutes à attendre devant tout le monde, la police est arrivée et a trouvé mon deuxième « bip » qui était celui du parking de ma copine », continue Etienne. Un élément suffisant, selon la police, pour l'emmener au commissariat central de la ville. Le Toulousain a été placé en garde à vue à 14 h 50. Envoyé en cellule avant d'être interrogé, le suspect a accompagné la police chez lui et chez sa copine pour vérifier si les télécommandes en question ouvraient réellement les garages des deux amoureux. « En arrivant devant chez moi ils ont constaté qu'elle ouvrait bien mon parking. Cela a été pareil chez ma copine », développe le jeune homme. La police est allée au bout de la procédure et a « légèrement » perquisitionné le domicile du



Un gendarme fouille un supporter toulousain avant la finale de Coupe de France. © Franck FIFE / AFP

suspect. Devant ces vérifications, les gardiens de la paix ont décidé de relâcher Etienne.

« On demande à minima des excuses de la part du club et le remboursement des places »

Au total, le jeune homme a passé près de cinq heures en garde à vue et aucune charge n'a été retenue contre lui. Malgré tout, il demande des comptes au TFC. « Ma copine a payé deux fois 20 euros pour les places. On n'a pas pu voir le match. On demande à minima des excuses de la part

du club et le remboursement des places. » Le principal intéressé ne compte pas porter plainte. Il juge le préjudice trop léger pour engager une quelconque procédure.

* Le prénom a été modifié

Hugo LABORDE

EN BREF

Une Toulousaine élue meilleure joueuse de D2

Lundi soir, la septième cérémonie des trophées de la D1 Arkema a consacré la Toulousaine Selen Altunkulak, élue meilleure joueuse de D2. Arrivée en janvier, l'internationale turque a inscrit 16 buts en seulement 9 matches pour le TFC. Parmi les autres récompenses décernées, l'attaquante de Paris Kadidiatou Diani a été élue meilleure joueuse de D1.

Marcelo Bielsa nouveau sélectionneur de l'Uruguay

L'entraîneur argentin Marcelo Bielsa a été nommé hier à la tête de la sélection uruguayenne. Il s'est engagé pour plusieurs années, au moins jusqu'à la Coupe du monde de football 2026. L'ancien coach de Marseille et de Lille était libre de tout contrat depuis son départ de Leeds en février 2022.

Benoît Paire ira à Roland-Garros, Hugo Gaston aussi

La Fédération française de tennis a dévoilé la liste des joueurs bénéficiaires d'une invitation pour le tournoi de Roland-Garros, du 28 mai au 11 juin prochain. Benoît Paire récupère la wild-card « circuit international », attribuée d'abord à Hugo Gaston, avant que la FFT ne se rétracte. Le Toulousain a tout de même droit à sa propre invitation pour le tableau principal. Chez les femmes, Clara Burel et Kristina Mladenovic seront également de la partie.

Nouveau coach pour Gaël Monfils

Gaël Monfils a une nouvelle équipe pour l'épauler. Le Français a décidé de travailler avec un duo composé de Mikael Tillström, avec qui il a déjà collaboré, et Peter Lucassen, ancien coach de Botic Van de Zandschulp (30e mondial). Retombé à la 389e place au classement ATP, il peine à retrouver son niveau depuis son retour de blessure en février dernier.

Francis Ngannou rejoint la PFL

L'ancien champion du monde des lourds a décidé de s'engager avec la ligue PFL (Professional Fighters League). Le Camerounais, légende du MMA, avait quitté sa concurrente l'UFC en décembre sur fond de désaccords financiers. Il rejoindra sa nouvelle ligue en 2024, dont il deviendra également président de la division africaine.

Sports urbains : Montpellier avant les jeux

Le Festival international des sports extrêmes (FISE) débute ce mercredi à Montpellier. Le plus grand rassemblement européen de sports urbains attire chaque année plus de 600 000 spectateurs.

Devenu un incontournable des amateurs de sports extrêmes depuis 25 ans, le FISE revient à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 21 mai sur les rives du Lez, à Montpellier. Près de 2000 athlètes, professionnels et amateurs, s'affronteront dans sept sports et 14 disciplines. BMX, Roller, Skateboard ou encore Trotinette sont au programme des prochains jours. Un rendez-vous à enjeux pour certaines catégories. Les artistes du Breakdance et du BMX Freestyle Park disputeront des épreuves qualificatives pour les Jeux Olympiques de Paris 2024.

Un festival totalement gratuit

Le FISE est le troisième événement sportif gratuit en nombre de spectateurs en France, avec plus de 600 000 spectateurs. Une fierté pour les organisateurs : « On a instauré cette gratuité des tarifs pour que tout le monde puisse y avoir accès » déclare Margaux Arranger, en charge des relations presse. « On veut que les sports urbains parlent au plus grand monde pour que des passions naissent au FISE. Le meilleur exemple c'est Anthony Jeanjean,

vice-champion du monde de BMX Freestyle Park. Il est un pur produit du festival qu'il a découvert quand il était petit. » Au-delà de l'événement sportif, des soirées animées par des DJ et de nombreuses animations sont organisées. L'objectif est de permettre d'intégrer petits et grands.

Un format inédit

Le FISE de Montpellier va accueillir pour la première fois pas moins de six étapes de la Coupe du Monde. De notoriété internationale, le festival rassemble les meilleurs riders, hommes et femmes de la planète. Parmi les échéances, une étape UCI de BMX Freestyle Park, une épreuve WS de roller freestyle, une autre de WDSF de breakdance et deux étapes FIG de parkour. Enfin, le festival accueille l'étape UCI de BMX flat à laquelle participe le quadruple champion du monde Alexandre Jumelin. La légende de la catégorie ne cache pas son excitation avant son entrée en lice : « J'attends ça toute l'année ! Tant que je pourrais participer au FISE, je n'arrêterai jamais ma carrière. C'est la plus belle compétition à mes yeux. » Le rider



Le Français Matthias Dandois au FISE de Montpellier 2022. © Sylvain THOMAS / AFP

reconnait que le niveau de compétitivité de sa discipline s'est élevé d'année en année : « En cinq ans, on a plus progressé que sur les 15 années précédentes. Ce festival a deux aspects : l'aspect familial et la compétition. C'est maintenant une épreuve de Coupe du monde. Je suis comme un fou ! » Avec ce nouveau format ultra-compétitif, les spectateurs en prendront plein les yeux sur les rives du Lez.

Pierre COPLO

Aboukhilal et le TFC, ça sent la fin

Sous le feu des projecteurs ces derniers jours, l'attaquant international marocain devrait faire ses valises l'été prochain.

Zakaria Aboukhilal ne devrait plus être un joueur du Toulouse Football Club la saison prochaine. Après avoir refusé de porter le maillot arc-en-ciel le week-end dernier, lors de la 34e journée de Ligue 1 Uber Eats dédiée à la lutte contre l'homophobie, l'altercation envers Laurence Arribagé, adjointe en charge des Sports à la mairie de Toulouse, aurait été la goutte de trop. D'après les informations de RMC Sport, confirmées par l'AFP plus tard dans la journée, lors de la célébration au Capitole le 30 avril dernier, cette dernière avait demandé aux joueurs du club de se taire lors du discours de l'entraîneur Philippe Montanier. Une remarque que n'a pas appréciée l'attaquant marocain. En effet, le joueur aurait répondu : « Chez moi, les femmes ne parlent pas comme ça aux hommes. » Après ce discours, Zakaria Aboukhilal revient vers l'élue pour lui demander qu'elle présente des excuses. Face à ses allégations, le club a publié un communiqué ce lundi sur les réseaux sociaux annonçant la mise à l'écart du joueur du groupe jusqu'à nouvel ordre, en attendant le

résultat de l'enquête lancée en interne. Le Téfécé tient à préciser qu'il ne fera pas d'autres commentaires avant la conclusion de celle-ci. Sollicitée, Laurence Arribagé n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Un passage en terre violette plus court que prévu

L'ailier marocain ne foulera donc plus les pelouses du championnat de France jusqu'à la fin de la saison. Arrivé l'été dernier en provenance de l'AZ Alkmaar, son intégration en France s'était bien passée. Auteur de 13 buts et de 5 passes décisives en 39 rencontres toutes compétitions confondues, il a grandement contribué à la bonne saison du club. Son début de saison en fanfare lui a même permis de participer à la Coupe du Monde au Qatar 2022 avec les Lions de l'Atlas. Sous contrat jusqu'en 2026, le Marocain souhaite lui aussi plier bagage. Une bien triste conclusion à une histoire qui avait pourtant bien démarré.

Paul GRELIER

Le bonheur est dans l'entrepreneuriat

Alice Thieffry-Cesari

Alice Thieffry-Cesari est la créatrice de la marque de textile éco-luxe Kear. Elle utilise 20 % de fibres d'algues dans la confection de ses vêtements. Un végétal privilégié pour ses bienfaits écologiques et sanitaires.

Cheveux en bataille sous le vent toulousain, Alice Thieffry-Cesari, 28 ans, se présente détendue et souriante sur le parvis du Belvédère, bâtiment où elle suit actuellement une formation, boulevard des Récollets. « Vous pouvez me tutoyer, on ne va pas faire de manière. » Première étape : la photo. A l'aise devant l'objectif, elle regrette juste la météo. « Avec ce temps, je vais avoir les cheveux en pétard, ça ne va pas bien rendre. » Une question devient cependant vite un dilemme. Doit-elle enlever ou garder son manteau ? Si cela peut paraître anecdotique pour certains, la jeune entrepreneuse accorde beaucoup d'importance à son apparence. « S'habiller, c'est exprimer sa personnalité. Quand on est au travail, en date ou en sortie avec ses copines, ça n'a rien à voir. » Elle propose ensuite de rentrer à l'intérieur pour continuer la séance.

Très vite, son côté directif, reprend le dessus. « Je préfère la photo large, où l'on me voit en entier, plutôt que celle où je suis en gros plan. » Avoir la maîtrise de son image et des événements est une des caractéristiques d'Alice. « Je pense avoir besoin de tout contrôler. La notion de délégation est quelque chose qui est un peu compliqué pour moi. »

« J'aime bien voir les gens dans les yeux quand ils me parlent, c'est important »

Après une nouvelle salve de photos, Alice est prête pour se confier. Installée sur un canapé, autour d'une table, son premier réflexe est d'enlever le gros vase qui la sépare visuellement de nous. « J'aime bien voir les gens dans les yeux quand ils me parlent, c'est important. »

Une descente aux enfers salvatrice

La marque qu'elle a créée en août 2022 prend énormément de place dans sa vie. Kear repose sur un concept où le vêtement est constitué à 80 % de coton et 20 % d'algues. « C'est une marque que l'on peut

qualifier d'éco-luxueuse. Les prix peuvent sembler cher, on s'approche des 200 euros, mais je privilégie vraiment la qualité. » Et, pour l'obtenir, elle a décidé de s'entourer d'un minimum de personnes. « Je suis toujours en quête de simplicité. Faire simple parfois, ça nécessite d'aller à l'essentiel et d'être moins entourée. C'est comme ça que je vois les choses. »

Le déclic ? Un bore-out qu'elle a fait au début de l'année 2022. « A l'époque, je travaillais dans les assurances, je croyais que j'étais épanoui. Puis, la période du Covid est arrivée et là, je me suis pris un boomerang. Ce que je faisais n'avait plus aucun sens pour moi. A un moment tu te perds, tu t'oublies. » Un état psychologique qui a même eu de graves répercussions sur sa santé. « J'ai eu des dérèglements hormonaux. J'ai perdu énormément de poids. J'étais en dénutrition. Tous les médicaments et compléments alimentaires que je prenais ne me permettaient plus de me nourrir correctement. Au bout de quatre mois, je me suis dit soit tu restes comme ça, soit tu essayes de remonter à la surface. »

« Je pense que j'ai vraiment eu besoin de toucher le fond pour savoir qui j'étais »

En avril 2022, elle se consacre véritablement au projet Kear. Créer sa propre entreprise de textile, c'est une idée qu'elle a depuis l'enfance. « C'est un rêve que j'ai depuis toute petite. Je prenais les chutes de tissus de ma mère, j'en coupais des petits morceaux pour en faire des tenues pour mes poupées. J'ai toujours aimé ça. »

Elle décide donc de se lancer, seule, comme souvent. « J'ai fait le tri dans mon environnement amical. Je me suis éloignée petit à petit des personnes qui me transmettent leurs peurs. J'ai essayé de me créer un véritable environnement entrepreneurial. Des gens qui comprennent ce que c'est de monter une entreprise. » Malgré tout, elle sait que ce projet lui permettra de s'épanouir. « Je pense que j'ai vraiment eu besoin de toucher le fond



Alice Thieffry-Cesari est persuadée d'avoir trouvé sa voie. © Clément ARNAL

pour savoir qui j'étais et ce que je voulais vraiment faire. »

Le travail avant tout

Les débuts ne sont pas simples pour elle mais Alice ne se décourage pas. « Il y a des moments où j'ai pleuré. Ça a été dur. J'ai un peu tout remis en question. Mais pour rien au monde je ne changerais de métier. » Hormis son père qui la soutient totalement, sa famille n'est pas vraiment un pilier. « Je ne suis pas très proche de ma famille. Ils ne comprennent pas cette notion de cheffe d'entreprise. J'ai seulement pris ce qu'ils avaient à me donner en termes d'amour et de positivité. »

« Quand on me demande comment je vais aujourd'hui, je dis que je suis heureuse »

Son activité professionnelle prend énormément de place. « Ce n'est pas facile d'enlever l'entrepreneuriat de ma tête. Surtout au début quand tu dois tout faire toute seule, il faut que tu penses à tout. Il y a une très grosse charge mentale. » Son échappatoire réside alors dans le sport. « Je me consacre tous les soirs au sport pendant 1h30 - 2h. J'ai aussi décidé d'avoir un jour complètement off toutes les semaines, le samedi ou le dimanche. » Mais Alice possède d'autres casquettes. Notamment celles de comédienne

et de modèle. Deux activités qui lui procurent un plaisir certain. « Ce sont des passions que j'ai depuis dix ans. J'aime être devant l'objectif. Je m'amuse. Je trouve ça hyper intéressant d'être dans un jeu de rôle, de changer de personnage. » Neuf mois après la création de son entreprise, Alice Thieffry-Cesari est aux anges. « Quand on me demande comment je vais aujourd'hui, je dis que je suis heureuse. C'est la première fois que je suis autant épanouie. » L'entretien terminé, elle repositionne le pot de fleurs sur la table et repart poursuivre sa formation, sa veste sur le dos.

Corentin MAUGUE
Tristan RANÉA

Alice en bref

1994

Année de naissance d'Alice. Elle est un symbole des nouveaux auto-entrepreneurs.

Janvier 2022

Alice est touchée par un bore-out. Malade à cause d'un manque de stimulation dans son travail, elle est forcée de se remettre en question.

Août 2022

Après quatre mois de travail intense, elle crée officiellement sa marque Kear.



école
de journalisme
de Toulouse

Directeur de publication : Pierre Ginabat
Directeur de la rédaction : Philippe Bernard
Rédacteurs en chef : Thomas Bordenave-Lagau, Emilien Laquière
Rédacteurs : Benjamin Abgrall, Sarah Boana, Lola Chavy, Pierre Coplo, Solène Cornuau, Hugo Crabos, Louis Gagnepain, Paul Grelier, Edwige Grolleau, Jérémie Heins, Margot Julia, Hugo Laborde, Paul Lalevee, Alexis Lambalieu, Emma Le Fortier, Mathieu Loch, Margaux Malé, Corentin Maugue, Arthur Pantz, Lino Prestimonaco, Tristan Ranéa, Maïwenn Richard,

Ines Rochetin, Alexandre Rubin, Charlotte Sirieys, Nina Sobetsky, Jeanne Stemart, Elsa Theobald, Grégoire Vuillaume
Directeur de la maquette : Romain Sanchez
Maquettistes : Anatole Bernaudeau, Rémi Mathias, Hugo Raynaud, Valentine Ribes, Elisa Vaudelet, Agathe Viguier
Directeur de la photographie : Clément Arnal